

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 230

VENDREDI 26 MAI 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

JULIANA  
ou le premier  
fromage  
de Hollande

Les communistes  
ne redoutent  
que les anarchistes

RÉPONDANT à une enquête de « Combat » sur le problème « Les intellectuels et les communistes », Jean Paulhan qui connaît bien ces derniers pour s'être autrefois et comme beaucoup d'autres, laissé prendre à leurs grimaces, déclarait :

« Vous savez, seuls les aventureux sont chérirs par les hommes du parti communiste, ils ne se méfient pas d'eux.

Certes, ils admettent aussi ceux qui prennent au sérieux le communisme, mais au fond ils ne redoutent que les anarchistes. »

Si la première phrase est particulièrement sévère pour les Farge, Cot et autres, la seconde est d'une évidence que tous les faits démontrent et que nous ne nous étonnons pas de retrouver sur les lèvres d'un homme à l'intelligence aussi pénétrante que celle de Paulhan.

Cette peur du mouvement anarchiste se constate à travers tous les événements importants qui ont mis aux prises les travailleurs et les forces de régression au cours de ces cinq dernières années.

Et cela se concrétise aisément. Dans son intégrité, dans sa pureté, notre communisme libertaire se dresse telle la statue du commandeur, au-dessus des compromissons du stalinisme. Il est là, non seulement en concurrent prêt à recueillir les restes de l'héritage socialiste du siècle dernier, délapidé par eux, mais encore la preuve de leur mauvaise conscience.

Et c'est ce qui explique qu'avant même le concourt bourgeois avec lequel il arrive à des arrangements momentanés, l'anarchiste est pour le stalinien l'homme à abattre.

Du moins, déclarait un jour de crise gouvernementale, alors que les ouvriers de chez Renault désertant le travail venaient d'ébranler la prédominance du parti communiste dans la région parisienne :

« Nous ne nous laisserons jamais tourner sur notre gauche. »

Là en effet git l'angoisse qui étreint le stalinisme lorsque le mouvement anarchiste se développe, car celui-ci peut seul et par son exemple, reclasser les valeurs.

La présence sur sa gauche d'un fort mouvement libertaire donne au communisme son vrai visage qui, en se reflétant à travers nos doctrines apparaît alors comme un parti socialement réformiste à travers son révolutionnisme de clan, intellectuellement conservateur, politiquement autoritaire, et humainement monstueux.

Les stalinistes savent bien que seuls, valablement, les anarchistes peuvent les tourner sur leur gauche; toutes les autres formations qui s'y sont essayé leur ont toujours paru moins dangereuses, car ces autres formations organisées également en parti ayant les mêmes tares qu'eux, donnaient prise à la critique et par conséquent étaient une proie sur laquelle leur appareil de calomnie et de dénigrement pouvait mordre.

Et c'est ce qui explique l'attitude des stalinistes en France. Alors que nous les avons vu rompre des lances avec des groupuscules sans réelle consistance, ils ont constamment observé à notre égard la conspiration du silence. Et quels que soient les coups que nous avons pu leur porter, ils se sont bien gardés de porter à la connaissance de leurs lecteurs des faits qui même déformés, pouvaient attirer l'attention sur notre activité.

Même absence, à part de rares exceptions, à nos réunions toutes publiques et contradictoires.

(Suite page 2, col. 5.)

## UN EXEMPLE A SUIVRE : A Aimargues, les travailleurs font plier le patronat

Malgré la répression féroce  
des C.R.S., l'unité d'action assurera  
le triomphe du mouvement

### Organisation du Ravitaillement

Les grévistes d'Aimargues ont organisé une cantine. Des femmes s'affairent autour de grands chaudrons où la nourriture la plus soignée est préparée : bouillabaisse, petits pois au lard, etc.

Nous avons là une application précise de l'organisation ouvrière en période de lutte

Il est remarquable, cet esprit de solidarité, d'entente, de cohésion !

Les enfants jusqu'à 3 ans reçoivent un litre de lait par jour.

Les plus grands ont à part le repas familial tous les jours un bon goûter: gâteaux, chocolats, saucisson, cerises.

De 5 heures du matin à 10 heures du soir, cuisiniers et cuisinières travaillent pour servir 500 repas et davantage, par jour.

### La bagarre

Par crainte des travailleurs, les gros propriétaires ont fait appel aux gardes mobiles.

40 de ceux-ci gardent la propriété d'une certaine demoiselle Hugo, petite-fille de l'écrivain qui mène une vie dispendieuse et s'est fait remarquer par son intransigeance pour régler le conflit.

300 travailleurs, décidés, se sont rendus sur la route, face à l'exploitation.

Un hélicoptère poudreux vient se ravitailler toutes les cinq minutes sous la protection policière.

De la poudre aux yeux, disent les travailleurs, de la provocation.

Les cryptogames se moquent de ce nuage vert lancé au-dessus des vignes.

Sur la route deux gardes mobiles à motocyclette font la navette entre leur P.C. et la population, se tenant prudemment à distance d'elle.

La volonté anime les visages de ces travailleurs rudes, brûlés par le soleil.

Comme ils sont magnifiques avec

leurs bleus et leurs bras nus, consciens du moment dramatique.

Perrier, Jourdan et d'autres, tenaces et courageux se portent vers l'exploitation. Et c'est une légère escarmouche. Ils sont arrêtés, puis relâchés.

Les mobiles ont des armes automatiques.

Les travailleurs se rendent compte du dénouement que pourrait prendre un engagement.

Ils se retirent mais à l'unanimité décident la grève générale pour l'après-midi.

Et cette décision est portée à la connaissance de la population qui dans l'après-midi se rend sur les lieux de l'action.

L'école ferme, les boutiques ferment, les cafés ferment.

350 personnes se portent au Mas du grand Malherbe, enfants et femmes en tête, ce qui prouve l'intention pacifique de la manifestation.

Le cortège s'engagea sur le chemin vicinal qui longe la propriété lorsque dix mobiles s'engouffrent à la main, chargent les femmes et les enfants avec leur féroce traditionnelle. Les femmes se défendent avec courage, les hommes interviennent. Les mobiles frappent à coups de crosse, envoient des grenades lacrymogènes.

Quoique le commissaire spécial le démentisse, des coups de feu auraient été tirés.

Pour éviter l'effusion de sang les travailleurs se retirent. Il y eut plusieurs blessés dont Jourdan de la C.N.T. atteint d'un coup de crosse en pleine poitrine. Le médecin mandé

d'urgence craignant une hémorragie interne réserva son diagnostic.

Les travailleurs rentrent dans le village en manifestant. Manifestation poignante : visages hâlants et crispés disaient l'émotion et la révolte.

Ils se rendirent place de la Mairie où des orateurs de la C.G.T. et de la C.N.T. stigmatisèrent la répression.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons que l'état de santé de Jourdan n'inspire pas d'inquiétude.

Devant l'action des travailleurs les propriétaires ont promis de supprimer les hélicoptères poudreux tandis que vingt camions de C.R.S. avec side-car, tracteurs avant, voitures radio, cuisines roulantes, stationnent dans les cours des grosses propriétés.

Le lendemain, des délégués du comité de grève se rendirent à la Préfecture avec la ferme intention de ne pas atténuer leurs revendications.

Le soir un meeting fut organisé après une manifestation dans le village. Plus de 500 personnes étaient présentes. Sur les traits des femmes, des jeunes filles, même des enfants se lisait le courage obstiné.

Le secrétaire régional de la C.G.T., un orateur de la C.N.T. furent écoutés dans l'enthousiasme et Perrier fit connaître dans le silence les résultats du contact avec le chargé des affaires sociales et les délégués patronaux.

Les assistants se séparèrent au chant du « Drapeau Rouge ».

Une legon peut être tirée de cette grande action : Unis, sans distinction d'opinion, pour la lutte économique, les travailleurs triomphent des gros propriétaires poltrons et cupides.

ZINOPoulos.

D E même qu'il n'est pas indispensable de se référer à l'existence de camps de concentration en U.R.S.S. pour condamner le régime soviétique, la connaissance de la structure politique, économique, et sociale du pays étant plus que démonstrative à cet égard. De même suffit-il de considérer l'appel de Stockholm en lui-même, laissant abstraction de son origine, pour comprendre la portée :

Que le second point du programme présenté par Maurice Thorez au XII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. (Gennemilliers, 2 avril 1950) reproduit cet appel, que la dernière session du Bureau Politique du même parti (19 mai, Ivry) appelle tous les militants à renforcer la propagande autour de cet appel et enfin que les dirigeants de la C.G.T. aient adopté une position identique, n'ajoute rien à nos yeux, à la signification de la campagne d'agitation entreprise.

C'est pourquoi nous ne nous associons pas aux argumentations des réactionnaires de droite. Affirmer de plus, que la bombe ne servira pas, alors qu'elle a déjà été utilisée avec succès, ne saurait nous suffire. Réciproquement, nous dire que les gaz ont été interdits grâce à l'action du peuple, alors que des millions et des millions de Juifs ont été gazés dans les grottes hitlériennes reste sinistre démagogie. Mais, par contre, il ne paraît pas non plus suffisant d'expliquer qu'il ne sert à rien d'interdire la bombe sans supprimer tous les armements pour éviter la guerre, ni que déclarer criminels de guerre ceux qui lanceront la première bombe, ne ressusciteraient pas les

(Suite page 2, col. 3.)

VETIR CEUX QUI SONT NUS...  
AU NOM DE LA CENSURE CHRÉTIENNE  
exige M. Teitgen

encore un peu de cette liberté dont ces messieurs gravent le nom, sans la moindre pudeur, sur tous leurs édifices.

Rien ne les rebute, rien n'ébranle leurs convictions : ils servent un idéal, défendent une morale ou un dieu qui ont fait leurs preuves, et ils restent fidèles à ceux qui jadis, de génération en génération, servaient ce même dieu et défendaient cette même morale ; ils restent fidèles à leurs grands ancêtres, ces inquisiteurs qui firent des feux de joie de l'œuvre de Sophie et condamnèrent au nom des bons principes la terre à ne pas tourner.

Mais l'époque des autodafés est révolue. Les zélotes du goupillon sont de leur temps, comme dirait leur grand homme Joseph Prudhomme, membre de la Ligue pour la moralité et les bonnes mœurs.

Aussi ne brûle-t-on plus les mauvais ouvrages sur la place publique. A présent, on les empêche de paraître. C'est tellement plus simple.

On n'abjure plus, à genoux, devant un tribunal d'encagoués sadiques, on passe en correctionnelle.

C'est moins spectaculaire, mais aussi efficace et puis, il faut bien faire des concessions à son époque.

Une époque pas tellement mauvaise au fond, puisque même chez les principaux intéressés, l'inquisition — pardon la censure — trouve d'énergiques défenseurs.

(Suite page 2, col. 5.)

## DU M.R.P. AU PALAIS-BOURBON

LES motions, les vœux, les discours du congrès M.R.P. illustrent assez bien la situation française du moment. Marqué au coin de l'impuissance provoquée par des forces contradictoires d'ordre politique et économique, ce parti, promu aux redoutables honneurs ministériels, est maintenant voué à faire siennes les préoccupations gouvernementales. C'est dire que tous ses beaux projets, sa raison d'être, s'effacent au profit des tractations des couloirs du Palais-Bourbon. Les milliers d'adhérents qui, dès la « Li-

bération », étaient accourus et avaient assuré le triomphe d'une nouvelle formation politique au détriment du radicalisme usé et corrompu, peuvent aujourd'hui mesurer le chemin parcouru entre leur élan premier et les résultats atteints, si toutefois il est possible de parler de résultats !

Il faut croire que les mirages conservent tous leurs attraits puisqu'un nombre imposant d'électeurs ont quitté le M.R.P. — feu de paille électoral — pour tomber dans l'autre attrape-nigauds : le

(Suite page 2, col. 1.)

# TOUS A WAGRAM

VENDREDI 26 MAI 1950, à 20 h. 30, Avenue de Wagram, métro Ternes ou Etoile

Organisons la lutte des travailleurs dans les usines

avec

FONTAINE — LAVOREL — JOE LANEN — ARRU — ZINO — JOYEUX

sous la présidence de JACQUELIN

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## L'ÉCONOMISTE

bien que je sois hautement flatté que des termes aussi scientifiques né s'emploient qu'en faveur des petits, et jamais des gros. Ce qui prouve bien tout l'intérêt que nous témoigne l'économiste. Il méprise d'ailleurs les parvenus, les banquiers, les B.O.F.; il les abandonne sans pitié à un empiricisme extrêmement préjudiciable à la santé de leur estomac perpétuellement surchargé de foie gras, de baba au rhum et autres nourritures congestionnantes.

L'économiste (distingué) est en quelque sorte le père nourricier du peuple. Mais il doit tenir la balance égale entre les besoins et les possibilités. Or pour lui, la plus grande catastrophe qui puisse éclater est le rétrécissement des besoins et l'augmentation des possibilités. Ainsi, s'il y a trop de blé ou trop de beurre, l'économiste s'arrache les cheveux. Si vous lui dites : faites-en cadeau aux Chinois, par exemple, ou même à nous, il s'écriera, admirable de clarté :

— La conjoncture financière s'y oppose. En outre, l'aspect satisfaisant de l'assiette fiscale et l'épargne concourant et permanent de la masse circulatoire enflée par injection inflationniste est en bonne voie de résorption. D'autre part, nous ne sommes pas encore au plancher, et nous risquerions de crever le plafond.

Ayant dit, il retrouve sa règle à calibre et pose l'équation les nouvelles tendances alimentaires nées d'une situation imprévue, afin de nous prouver à A + B et X — Y que le terrassier vit confortablement avec 17,000 francs par mois, et que, par conséquent, un général doit avoir un traitement de deux millions. Car l'économiste doit, avant tout, savoir distinguer entre une duchesse et une courette, entre lui-même et un mineur. Les duchesses, les généraux, les économistes sont bien plus utiles que les mineurs, les couteuses et les terrassiers. L'économiste distingué nous le prouve chaque jour.

En accordant du foie gras aux premiers et des calories aux seconds.

OLIVE.

Ce qui caractérise l'économiste est sa distinction. Qu'il soit jeune ou vieux, célèbre ou inconnu, conseiller d'Etat ou rédacteur de quotidien, il est forcément distingué. Et pour l'excelente raison que ses écrits, ses discours sont toujours inaccessibles à la compréhension du vulgaire. Son vocabulaire est inspiré par un esotérisme rationnel, si j'ose dire; par exemple, les oranges sont des agrumes, l'argent, la circulation fiduciaire; le marasme des affaires, une dépression déflationniste; la prospérité, une dangereuse tendance au cycle inflationniste; l'escroquerie monétaire, une heureuse opération dévaluationniste destinée à rétablir la parité entre les devises fortes et les devises faibles.

Tout cela, on le voit, est fort savant. Et j'éprouve une remarquable tranquillité stomacale lorsque j'apprends que l'économiste daigne se pencher sur l'ardu problème que pose mon appétit fluctuant, capricieux, instable. Il veut, en effet, dégager des lois constantes concernant la mastication, la digestion et la tendance gastronomique propre à chacun. Et le plus élaboré, c'est qu'il y arrive ! Ainsi ai-je appris qu'il me faut des calories en nombre strictement déterminé, et des vitamines qui, associées dans un catholisme dénommé minimum vital, se transforment en calories-travail elles-mêmes transmises en compte en banque. (pas le malen).

L'ennui, c'est que j'ignore ce que l'on entend par calories et vitamines,

## BRIGADES DE JEUNES EN YUGOSLAVIE et contre-attaques stalinien

QUELQUES anciens des Brigades de Travail en Yougoslavie de 1946-1947 — époque où la « démocratie populaire » était intégrée dans le glacier soviétique — se sont regroupés avec de jeunes trotskystes et des ajistes du M.L.A.J. pour former un Comité National d'Initiative pour l'envoie de brigades de jeunes en Yougoslavie. Ce comité, répondant à l'invitation des J.P.Y. (1), a pour but de faire visiter aux jeunes travailleurs français le pays que gouverne Tito, afin que ceux-ci se rendent compte par eux-mêmes de la grossièreté des calomnies du Kominform et de ses agents du P.C.F.

En tout cas, mieux que n'importe quelle brochure inspirée, la visite des lieux édifiera les observateurs avertis.

Le principe en lui-même est sain et il peut être justifié par le désir du prolétariat mondial de connaître ce qui se passe en Europe orientale. Une telle initiative, étendue aux Démocraties populaires et à l'U.R.S.S., rencontrerait un écho favorable dans les milieux ouvriers. Lorsque Hitler, Mussolini étaient au pouvoir, les travailleurs momentanément épargnés réclamaient une « commission d'enquête ouvrière ». Aussi, l'appel que lanciait il y a quelques mois David Rousset peut trouver dans ce domaine un terrain d'application pratique.

Il n'est pas inutile d'ajouter que nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur l'efficacité de telles brigades (trois semaines est un temps relativement court d'une part, et, la plupart des « brigadiers » ne parlant pas la langue locale, seront à la merci d'interprètes que l'on peut choisir à l'avance parmi les « fidèles »). Mais toutefois, les jeunes participants en tireront quel-

que chose. Et par l'étude des conditions de vie, l'observation des faits et les discussions avec les indigènes, ils pourront répondre à cette question : la Yougoslavie est-elle fasciste ou socialiste ? ou ni l'une ni l'autre ? Ce qui n'est pas exclu. Il est trop facile de schématiser le problème et s'enfermer dans ce dilemme : la société titiste est-elle fasciste ou socialiste ? Car tout en n'étant ni l'une ni l'autre elle peut évoluer vers l'une ou l'autre des deux formes d'Etat.

En tout cas, mieux que n'importe quelle brochure inspirée, la visite des lieux édifiera les observateurs avertis.

Le fait que Tito n'ait pas voulu se soumettre aux ukases du Kominform justifie le déchaînement futur des stalinistes français contre le Comité des Brigades. Non pas que les dirigeants du P.C.F. craignent que les travailleurs découvrent en Yougoslavie les prémisses de la société socialiste, mais parce que leurs accusations pourraient être démenties par l'apparence des faits.

Aussi les jeunes qui s'organisent sur la base de la localité ou de l'entreprise (2) doivent-ils livrer une lutte sévère contre les calomnies et même les attaques directes des militants du P.C.F. auxquels des dirigeants sans scrupules font exécuter un travail de fascistes. Car selon les grands stratèges la discussion est devenue superflue, il faut combattre. Georges Cogniot, du Comité central, déclarait récemment : « Il faut aider en particulier les organisations démocratiques de jeunes et les anciens brigadiers 46-47 à dénoncer le caractère des tels voyages et à les rendre impossibles en veillant surtout sur l'activité de l'ennemi ». Par ailleurs Léon Mauvais, lui aussi membre du comité central, écrivit dans les *Cahiers du Communisme* (n° 5 de mai) : « L'Ambassade et les consulats de Tito dépendent des sommes énormes — les dollars de la trahison — pour envoyer un matériel abondant dans les syndicats, bourses du travail, organisations de la jeunesse, à ceux qui sont alors antérieurement en Yougoslavie. Si quatre ou cinq adhérents du parti seulement — fort justement chassés de nos rangs — ont participé aux voyages qu'ils organisent, cela ne signifie pas que nous devons négliger pour autant cet aspect de l'activité de l'ambassade titiste et de ses agents : activité qui va reprendre de plus belle dans les semaines qui viennent ». Et Mauvais conclut sur la nécessité de combattre Tito et sa clique. Le ton a été donné par le maître du Kremlin et repris par son sous-offre à Gennévilliers. Il ne reste plus qu'à s'exécuter. La consigne est impérative : il faut passer à l'action. Et déjà toute la presse dirigée — crypto compris — consacre à ce sujet des articles véhéments où l'injure et la mauvaise foi servent d'arguments. *L'Avant-Garde* de J. R. F. dément éfrondement contre toute vérité que certains de ses membres aient adhéré (3). Dans la page des jeunes du *Peuple* (10 et 17 mai 1950), Paul Cuau, un ancien des brigades dont on aimera bien vérifier la sincérité spontanée, déclare : « N'allez pas chez Tito... Brigades de travail ? non ! Caution pour le fascisme et pour renforcer le régime des provocateurs à la guerre antisoviétique » (argumentation originale, n'est-ce pas ?). Et enfin Edouard Storace, dans *La Vie Ouvrière* (18-24 mai 1950) apprend à ses lecteurs que « les agents titistes cherchent à détourner la jeunesse » (détourner de qui ? du P.C.F. ?). Et il explique que « dans une réunion en faveur de l'interdiction de la bombe d'épouvante, un espèce de provocateur (6 richesse du vocabulaire stalinien) dénommé Pouvreau tenta une manœuvre de noyautage... (pour prendre les postes dirigeants que non !)... pour proposer un fameux voyage de trois semaines de vacances en Yougoslavie pour 5.000 francs. Ce jeune enrôle, dans sa naïveté, dévoila le plan d'organisation de ce réseau (que l'on peut trouver au siège du comité). Et l'on apprit ainsi comment, par groupes

de promesses, à coup de programmes, à coup de gueule. En attendant il s'agit de maintenir la barque à flots grâce à « l'Union de tous les républicains » groupés autour de M. Bidault et du M.R.P., nouvelle machine à additionner les zéros.

E. A.

## L'APPEL DE STOCKHOLM

(Suite de la première page)

victimes pour autant. L'approche révolutionnaire seule est à même de situer constructivement la question.

Si même il est, en effet, admissible que recueillir des signatures est un moyen accessoire d'une campagne d'agitation, il est une chose que nous autres, anarchistes, ne saurons que combattre : c'est le fait de renforcer chez les prolétaires la confiance en l'Etat. Demander un pacte international entre les Etats c'est accréder la notion que l'Etat peut vouloir et réaliser une paix durable. C'est faire croire que la sécurité du monde reposera entre les mains des hommes d'Etat et qu'il suffit de les convaincre ou de les effrayer pour avoir la paix. C'est encourager la méconnaissance des conditions économiques et sociales des conflits. C'est enfin, détournier des millions de prolétaires, de gens de bonne volonté de la seule voie susceptible de supprimer la guerre, celle de l'action révolutionnaire pour le renversement du système capitaliste et pour l'édition d'une société réellement saine.

Ce genre de pacifisme contre-révolutionnaire et petit bourgeois n'a jamais retardé la guerre d'une seule minute, n'a jamais servi qu'à renforcer la sécurité des réels lauteurs de guerre, le Capital et l'Etat. N'est-ce pas aux ministres de la guerre qu'il s'agit de demander de signer ce pacte de « contrôle rigoureux » ? Mais avec plaisir ! répondront-ils peut-être, satisfaits de pouvoir préparer la guerre dans le calme pacifique d'une réglementation superficielle dont le seul avantage serait de bercher l'humanité enfin rassurée, par une habile mystification.

Ce pacifisme légal contribue en fait à désarmer le prolétariat conscient, à lui enlever la force de sa conscience d'être hors la loi bourgeoise, de construire pierre par pierre le monde de la liberté. Une fois de plus le parti stalinien vient de trahir la révolution. C'est là son véritable crime.

Qui pourra nier l'efficacité des moyens à la disposition des prolétaires qui peuvent seuls changer le rapport des forces ? L'action directe du peuple est seule susceptible de vaincre. La Paix ? C'est le docker sur les quais, le mineur dans sa mine, le métallo dans son usine, le maçon sur son chantier, l'instituteur dans son école, le cheminot sur sa locomotive, le paysan dans son champ, l'employé dans son bureau qui, l'imposeraont lorsqu'ils auront compris qu'il faut s'unir, s'organiser et passer à l'action contre l'ennemi commun : la bombe, le parti, le capital, l'Eglise et l'Etat qui forment le Front Uni de la réaction internationale.

C'est de toutes leurs forces que les anarchistes œuvrent à hâter ce moment qui se nomme « Révolution ».

N. B. — Nous sommes convaincus pour notre part que la campagne des Partisans de Moscou n'est qu'une étape du plan stalinien pour arracher au bolchevisme la victoire dans la prochaine tuerie. Nous dénoncerons en leur temps les phases suivantes du « Programme ».

Charles DEVANCON.

de deux, des membres des Eclaireurs de France, conseillés par les policiers titistes, essayaient de détourner leurs camarades de la lutte (1). On apprit également comment des membres des Auberges de la Jeunesse, tels Grousset, Largeau et Boissier, sous les ordres de l'officier titiste, tentaient eux aussi d'introduire la division dans la jeunesse en la dopant avec des formules d'idéologie fasciste. Ainsi le traître Tito envoie en France ses agents pour renforcer la V<sup>e</sup> colonne yankee ». Une telle objectivité est édifiante quand au respect de la démocratie, de la vérité par la C.G.T. Et nous donne un aperçu de la servilité des dirigeants de cette

sont fausses et le fascisme pourraient bien être du côté de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, dont le rideau de fer en interdit l'accès.

Dans les deux cas, les jeunes travailleurs n'ont rien à perdre en allant en Yougoslavie, ne seraient-ils pour affirmer leur solidarité avec la jeunesse yougoslave qu'il ne faut pas confondre avec les dirigeants de ce pays.

(1) Jeunesse Populaire Yougoslave.

(2) Les brigades fonctionnent selon des critères démocratiques, décentralisés. Cela aussi ne plaît pas aux staliniens. Car les jeunes ont un élément de comparaison.

(3) Chez Renault, un jeune de l'U.J.R.F. s'est inscrit ; son « respectable » est venu le trouver et lui a déclaré que s'il persistait à aller « à bas », il passerait sa photo dans *L'Avant-Garde* en le dénonçant comme traître. Ainsi toute la France saurait à quoi s'en tenir à son sujet.

Joe LANEN.

## Censure chrétienne

(Suite de la première page)

Ne voyons-nous pas, dans un grand quotidien parisien, des personnalités du cinéma, des metteurs en scène s'exclamer : « qu'arriverait-il s'il n'y avait pas de censure ? » On se le demande ! Les pantalonnades d'un Rellys risqueraient de compromettre gravement le goût délicat d'un public que la sollicitude vigilante des pouvoirs publics aurait abusé.

Car, n'est-ce pas, un des buts de notre censure actuelle est de veiller à la haute tenue artistique des films. Et, Dieu merci, chacun sait qu'elle n'a pas failli à cette noble tâche.

On peut des bandes aussi séditieuses que « Pas de vacances pour le bon Dieu » passeront librement devant tous.

Plus personne ne pourra condamner ce petit chef-d'œuvre que la Commission de censure vient d'interdire aux moins de seize ans. Pensez donc, des enfants qui volent des chiens de luxe dans les quartiers riches pour soulagé la misère des pauvres gens ! Quel exemple déplorable ! Quelle immorale !

Oui, une bonne époque pour les Teignes et leurs complices, les bigots, les cagots, les eunuques de tous poils. Une bonne époque pour les cafards, les hypocrites, les constipés chroniques ; ils peuvent œuvrer en paix, dans un monde où chacun se jout de ce qui n'est pas son biéfek quotidien — et en empêche ! On a tellement vu d'autres qu'on n'a plus le courage de s'indigner pour une petite atteinte à la liberté ! Certains ont protesté, bien sûr, mais au nom des intérêts du cinéma français. Aucune voix n'est élevée pour défendre la liberté, la liberté tout court.

Nous avons patienté, nous attendions le réveil du lion, la riposte de ces pamphlétaires virulents, qui bouffent du ministre à leur petit déjeuner, démolissent d'arguments. *L'Avant-Garde* de J. R. F. dément éfrondement contre toute vérité que certains de ses membres aient adhéré (3). Dans la page des jeunes du *Peuple* (10 et 17 mai 1950), Paul Cuau, un ancien des brigades dont on aimera bien vérifier la sincérité spontanée, déclare : « N'allez pas chez Tito... Brigades de travail ? non ! Caution pour le fascisme et pour renforcer le régime des provocateurs à la guerre antisoviétique » (argumentation originale, n'est-ce pas ?). Et enfin Edouard Storace, dans *La Vie Ouvrière* (18-24 mai 1950) apprend à ses lecteurs que « les agents titistes cherchent à détourner la jeunesse » (détourner de qui ? du P.C.F. ?). Et il explique que « dans une réunion en faveur de l'interdiction de la bombe d'épouvante, un espèce de provocateur (6 richesse du vocabulaire stalinien) dénommé Pouvreau tenta une manœuvre de noyautage... (pour prendre les postes dirigeants que non !)... pour proposer un fameux voyage de trois semaines de vacances en Yougoslavie pour 5.000 francs. Ce jeune enrôle, dans sa naïveté, dévoila le plan d'organisation de ce réseau (que l'on peut trouver au siège du comité). Et l'on apprit ainsi comment, par groupes

R. CAVAN.

P.-S. — Cet article était déjà sous presse quand *Franc-Tirer* publia l'article de Jeanson « Toutes les censures sont nocives ». Vive la liberté !

Nous n'attendions pas moins de lui. Mais, hélas, les Jeanson et les Chavannes sont les exceptions qui confirment la règle et notre article n'en est pas moins vrai.

Jeanson propose une contre-offensive : aller censurer les discours des amis de Tietgen, le dimanche à l'heure du sermon, dans les principales églises parisiennes. Si, par extraordinaire, il voulait mettre son projet à exécution, qu'il passe donc nous voir avant.

## A propos du cas Joliot-Curie

UNE DECLARATION DE PRINCIPES DU « CARTEL INTERNATIONAL DE LA PAIX »

Au pays de Descartes en un temps où une guerre juste est inconcevable, il est absurde de se proclamer à la fois partisan de la paix et combattant éventuel de l'un des deux blocs. Cela dit, l'on sait condamner des Francs-Tireurs sur leur affirmation qu'ils seraient en cas de conflit du côté russe, alors que d'autres Francs-Tireurs déclarent, avec l'agrément du pouvoir, qu'ils sont du côté américain. Un et les autres sont visiblement et complètement d'un même avis : à la vie de l'humanité, à nos épargnes et à la guerre et l'oppression, qui ne vont point l'une sans l'autre ; ce n'est pas en persécutant les communistes et en s'appuyant à écraser militairement la Russie soviétique qu'ils créeront la paix et la liberté.

En effet, aucun objectif de bien commun ne peut être atteint par une voie d'injustice. Telle est la loi, expérimentale et réaliste, de l'accord nécessaire entre la fin et les moyens, loi qui régit les révolutions et les révoltes, les révoltes et les révoltes. Appliquée à l'émancipation sociale et à la pacification internationale, elle exige que pour abattre une tyrannie l'on n'ait pas les procédures du tyran, et que pour obtenir la paix l'on ne prépare pas la guerre.

Il est donc temps de se rendre compte : que les deux puissances militaires qui s'affrontent au-dessus des peuples ne servent ni la paix ni la sécurité des masses ouvrières, qui se battent à des frontières délimitées, à accompagner dans l'action directe et raisonnée, une révolution humaine.

Cette révolution sera fédéraliste et mondiale, ouvrira la voie à l'unité humaine, instaurera une économie basée, non sur le profit de quelques-uns, mais sur les besoins essentiels de tous. Et comme il est bien entendu qu'elle se fera par amour de l'homme, elle devra se faire dans le maximum de neutralité compatible avec la justice, à établir pour les opprimés et les pauvres.

Le Cartel International de la Paix, 9 mai 1950.

## Du M. R. P. au Palais-Bourbon

(Suite de la première page)

R.P.F. Peut-être y a-t-il eu chez ceux-là une « évolution » psychologique dont l'apogée se formule dans la phrase que prononcent les ignorants, les imbéciles et les bons Français : « Il nous faut de l'ordre. Il nous faut un gouvernement fort. Il nous faut un homme à poigne ». Et de voter gaulliste.

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Problèmes essentiels

### LES SERVICES PUBLICS SANS L'ÉTAT (1)

Comment fonctionneront les services publics sans l'Etat? Évidemment, nous ne pourrons apporter que des idées générales, car le mieux serait que cette réponse fut faite par des spécialistes de chaque branche et de chaque activité. Mais, même dans la limite de nos connaissances, nous pouvons exposer les grandes lignes de ce fonctionnement. Et, parce qu'il s'agit d'une des activités les plus importantes, nous reprendrons l'exemple des chemins de fer.

Constatons en premier lieu que l'Etat a créé, ou développé, en copiant les compagnies capitalistes et privées qui l'ont précédé, et en s'inspirant des exigences de la vie, une organisation qui fonctionne. Les chemins de fer sont dirigés réseaux par réseaux; chaque réseau a ses centres, selon les besoins des régions qu'il dessert; il a ses dépôts de machines, ses stations distributrices, ses gares de triage, ses ateliers, etc. Il a, en outre, un trafic de voyageurs et de marchandises, donc un matériel roulant plus ou moins important, réparti selon les nécessités du trafic, les régions et les périodes. Il a donc, aussi, le personnel correspondant.

Tout cela, qui est en place, et qui fonctionne, devrait y rester. Et la Fédération des Travailleurs du Rail, ou plus exactement, après la coordination nécessaire à laquelle il faudrait procéder au plus tôt, la section ferroviaire de la Fédération des Transports devrait, remplaçant le Ministère des Transports, prendre en main ce qu'il a, et en assurer le fonctionnement.

— Vous ferez donc, nous dira-t-on, ce que fait l'Etat? Où est la différence?

La différence immédiate est que nous éliminons l'Etat, que nous remplaçons la superstructure par la structure elle-même, que nous donnons à cette structure le rôle fonctionnel qui lui échoit naturellement. Elle est que nous substituons l'organisation directe à l'organisation superposée, la loi naturelle à la loi artificielle, l'auto-détermination à la détermination extérieure.

Observons du reste, et cela est de la plus haute importance, que les services « nationalisés » sont, le plus souvent, livrés à des régies, des administrations plus ou moins autonomes que l'Etat constitue, qui lui rendent des comptes, mais qui, en réalité, n'agissent pas d'après la direction technique, constante, effective et générale de l'Etat. Les députés, les sénateurs, les ministres, et bien souvent les secrétaires des ministres ne connaissent absolument rien de la façon dont sont organisés et fonctionnent les chemins de fer, les postes ou la régie des Tabacs. Ce sont les techniciens, les administrateurs, les comptables placés à la tête de ces institutions qui en assurent le fonctionnement, les améliorent, les développent ou proposent les modifications que la pratique conseille. De sorte que l'Etat, qui a conscience de son incompétence, crée lui-même l'organisation non étatiste... ou presque. Mais il en reste le maître et par osmose, lui communique son esprit.

C'est avant tout une question de bon sens élémentaire. Mais c'est surtout un problème de liberté, d'efficacité, d'économie, de dignité et de responsabilité.

De liberté, car en nous libérant de l'Etat, nous nous libérons de cette lourde machine qui pèse sur la société et qui l'étoffe sous le poids de sa bureaucratie, de son inertie, et de ses forces d'oppression parasitaires qui la composent d'une façon prédominante. N'oublions jamais que les fonctions utiles qu'il remplit servent à masquer les fonctions nocives qui sont les plus nombreuses.

D'efficacité : car ce qui n'obéit pas à la norme inhérente à sa propre nature, ce qui est organisé et commandé de l'extérieur est faussé dans son essence et dans son fonctionnement. La juxtaposition d'un organisme et d'un superorganisme étranger à une activité ou une institution, implique un dualisme qui provoque la multiplicité des rouages administratifs et techniques, des fonctions et des fonctionnaires, des commandements et des intérêts. D'où fatallement.

S. I. A.

SECTION DE PARIS  
Le samedi 3 juin, au lieu habituel, se réunira l'Assemblée locale de S. I. A. Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter. LE SECRÉTAIRE.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

#### CHANSONS - POÉSIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.) — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.) — Poèmes russes de Boris Paschapagnol : Le Romançeo de la Libertad, 90 fr. (105 fr.) — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.) — Marcel Rioutord : Un Jour viendra, 135 fr. (150 fr.) — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.) — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.) — Léo Campion : A toutes fins utiles, 125 fr. (140 fr.) — Jehan Rictus : Les Soliloques du Pauvre, 345 fr. (400 fr.)

ment gêne, paralysie partielle, moindre rendement et prix de revient plus élevé.

D'économie : car tant de bureaux et d'engrenages compliqués ne se limitent pas à freiner l'efficacité, ce qui se traduit en pertes comptables, mais en outre, ils coûtent extrêmement chers (1).

De dignité : il n'y a pas de dignité quand on ne fait qu'obéir, et là où la dignité disparaît, c'est toute l'attitude de l'homme devant la vie qui se modifie, non seulement au point de vue moral et en ce qui concerne l'individu pris isolément, mais dans sa conduite envers la société, dans le comportement pratique qu'il observe.

De responsabilité, enfin. Nous insissons et nous insisterons sans arrêt

sur les augmentations des traitements, les reclassements, les titularisations, les hiérarchies et autres questions épineuses et insolubles inhérentes à l'organisation capitaliste et étatiste, et à l'inégalité économique, mais d'étudier les meilleures moyens de servir les voyageurs, de transporter, charger, décharger et entreposer les marchandises, d'apporter des améliorations locales ou intéressantes au réseau entier, d'établir des contacts avec d'autres sections pour des tâches plus limitées, etc. L'horizontal et l'activité créatrice des cheminots, organisés désormais pour des buts nouveaux, s'élargiraient. Et dans chaque gare, dans chaque centre technique et administratif, dans chaque groupe de dépôts, l'élection directe des responsables, le rendement du travail, l'organisation ou la réorganisation des services susciteraient les intelligences et mobiliseraient les volontés.

Il n'y aurait plus des fonctionnaires obéissant passivement, mais des travailleurs bien informés, nommant à tous les échelons, les techniciens chargés de la coordination des différentes activités, et, allant des moindres localités aux plus importantes, leur imprimant une direction d'ensemble.

Dans ce cas, ce ne seraient pas seulement les sections locales qui se transformeraient, mais encore les rouages de l'organisation syndicale. Le bureau fédéral serait composé de délégués de chaque réseau, chargés de coordonner tous les chemins de fer de France pour le trafic national et international. Pour cela, il faudrait des hommes ayant des connaissances techniques indiscutables, et non plus des fonctionnaires syndicaux cramponnés à leurs ronds-de-cuir.

Gaston LEVAL.

(A suivre.)

(1) Que l'Etat implique une bureaucratie envahissante et une administration rumeuse, le récent rapport de la mission d'Enquête nommée en 1949 par le gouvernement français pour étudier les causes du déficit formidables de la Société Nationale des Chemins de Fer Français le prouve. Voici, d'après ce rapport, quel a été l'évolution des effectifs employés de 1938 à 1947 :

	Effectifs	Aug. ou dimin.	% par rapport à 1938
Accompagnement des trains	22.300	dim. 28 %	
Conduite des trains	131.100	dim. 9,8 %	
Services de l'exploitation	139.000	dim. 8,9 %	
Matériel et traction	142.000	aug. 2,7 %	
Voies et bâtiments	99.500	dim. 1,8 %	
Services administratifs	48.800	aug. 21,7 %	

L'augmentation porte donc à peu près exclusivement à celle du personnel matériel et traction étant minime et sur la bureaucratie des services administratifs. A cela, il faudrait ajouter les favorisés occupant les postes de faux techniciens, de faux contremaîtres, etc...

Dans les sections syndicales locales, il ne s'agirait plus de discuter

de l'ordre des oppresseurs.

Michel Bakounine naquit en 1814 à Tver (Russie).

Elève à l'école militaire de Saint-Pétersbourg, il entre comme officier dans la garde impériale. Penseur, haïssant l'injustice, il ne tarde pas à voir toute la haute société russe sous son vrai jour.

En 1841, il étudie la philosophie à Berlin, interdite dans les universités rus-

## Deux grandes figures révolutionnaires

### Une agitatrice : LOUISE MICHEL

En 1833, à Troyes naissait Louise Michel qui devait donner sa vie au prolétariat, à la Révolution sociale.

Institutrice aux Batignolles, elle ne tarde pas à être séduite par les théories de l'international.

Le siège de Paris avec la misère pour les travailleurs et les fêtes pour les noceurs la confirme dans son amour pour la justice, l'égalité économique et la paix.

Lors de la Commune, elle prouva par ses actes son tempérament de révolutionnaire. Elle organisa le comité central de l'Union des Femmes. Ses exhortations enflammées enthousiasmaient le club de la Révolution se tenant à l'église Saint-Bernard.

Elle écrivait au « Cri du Peuple » et combattait les armes à la main.

L'éducation et la lutte armée formaient son programme.

Elle fut blessée pendant la lutte de fort d'Issy

Arrêtée par les Versaillais, pendant le bain de sang de la répression, elle est traduite le 16 décembre 1871 devant le 6<sup>e</sup> conseil de guerre.

Au lieu de se défendre, elle attaque ses juges, les montre comme des instruments dociles de l'oppression.

Elle fut condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée et dirigée sur la Nouvelle-Calédonie.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparé de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

Amnistiée en 1882, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliquée avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant.

## LE TRAVAIL AUX PIÈCES

UE le patronat emploie constamment le terme de rendement lorsqu'il s'agit de déterminer les normes des salaires, que les staliniens n'ont eu en leur temps que ce mot à la bouche, illustre parfaitement le mépris profond dans lequel ces représentants de l'oppression tiennent l'homme. Ils assimilent le travailleur à une machine, à un animal, ne le considèrent qu'à la lumière de ses facultés de production, négligent toutes considérations d'âge, de capacité involontairement déficiente, le transposent en chiffres au même titre qu'un objet.

Ceux qui acceptent, et ils sont nombreux, hélas ! ce mode de rémunération qui n'est pas autre chose que le travail aux pièces, condamné depuis toujours par les révolutionnaires et même par des syndicalistes modérés, font abandon de toute dignité.

En dehors des considérations purement économiques on ne doit jamais oublier le facteur psychologique qui influence les développements sociaux. Celui que la nature a donné de dextérité, de muscles, d'endurance, est acheté plus cher que son camarade moins favorisé. Entre les deux, peu à peu se creuse le fossé de l'inégalité économique qu'approfondit l'attrait d'un salaire toujours plus élevé pour le premier et chez le second, la rancœur issue d'une sensation d'abandon.

Cette compétition mécanique est une insulte à l'homme. Et les résultats qu'elle provoque, la division, l'ambition mesquine, la trahison de certains qui aspirent aux postes de contremaître afin de devenir le surveillant du patron, et plus tard peut-être, patrons eux-mêmes, caractérisent bien tout le mensonge du tristement célèbre : « A chacun, selon ses œuvres. »

On fait ainsi appel à ce qu'il y a de plus mauvais dans l'homme, à l'incivisme, à l'égoïsme, c'est la négation implicite de la fraternité, du sens de l'entraide, c'est le morcement voulu de la société en forts et en faibles, en rusés et en naïfs les uns écrasant et exploitant les autres sous couvert de prospérité, de conscience, de travail bien fait, de loyauté commerciale, plus haut, de « génie » de la finance.

Vaste escroquerie, épousant tous les aspects de la société, depuis le travail du maçon et de son manœuvre, jusqu'à celui de l'ingénieur exploité par l'actionnaire, elle déforme totalement la physiognomie humaine et nous dressent les uns contre les autres. Le travail aux pièces n'est donc au fond que la tendance exacerbée à pousser jusque dans les couches populaires instinctivement unies parce que économiquement à peu près égales, le ferment de la division grâce à une différenciation de rémunération basée sur les qualités particulières de l'individu. On veut scinder la classe ouvrière en fractions vouées ainsi à des luttes intestines. Les P. 1, P. 2, P. 3, le O. S. sont autant d'abominables créations ne tenant compte que de la somme de bénéfices produis par le travail de chacune de ces catégories. Toute autre considération est éreintéer écartée et lorsque l'ouvrier hautement qualifié sent venir la vieillesse, inéluctablement il redescend l'échelle hiérarchique parfois jusqu'en bas, jusqu'à la besace du clochard.

C'est pourquoi la première revendication qui devrait inspirer tout révolutionnaire digne de ce nom est le refus catégorique de tout travail au rendement ou aux pièces.

Sans la suppression de cette avilissante méthode, profitable uniquement, ici au patronat, en URSS aux castes bureaucratiques, aucun élan révolutionnaire sain ne pourra voir le jour.

JEAN CLARI.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

## A la S.N.C.F. : Salaires et déficit

### DU CAS PELLENC

au jeu du Comité d'entente interfédéral

**T**ANT qu'il y aura des chemins de fer, on agitera leur déficit et les revendications de leur personnel. On est perdu dans la sarabande des milliards, et personne ne sait où on en est. Selon la tête de pipe qui calcule, le déficit de la S.N.C.F. se monte à 90, 100 ou 120 milliards. On n'en est plus à dix près. Et — rions un peu — Pellec, sénateur du Vaucluse, dont le fils, docteur, fut pris en flagrant délit de fraude envers la S.N.C.F., propose six milliards de compressions sur les crédits d'investissements. Ce moraliste à tous crins proteste hautement contre les facilités de circulation accordées aux cheminots, indiquant qu'elles infligent de 20 0/0 sur le budget de la S.N.C.F.

Naturellement, il oublie de dire qu'en tant que sénateur, Pellec voyage gratuitement en première classe, que sa femme et ses enfants ont droit, à ce titre, à des réductions de 50 %, qu'il a droit aux couchettes de 1<sup>re</sup> classe moyennant demi-tarif. Nous avons déj<sup>à</sup> dénoncé ce scandale. Ce Pellec est un personnage particulièrement falot, le ridicule ne peut tuer, parce qu'il dépasse en odieux tout ce qui peut s'imaginer.

Mais M. Tissier, président du Conseil d'administration de la S.N.C.F., déclare que les facilités de circulation des cheminots n'ont qu'une incidence de 15 % sur le budget de la S.N.C.F.

Si nous avons dénoncé les abus de certains cheminots dans les périodes de pointes, il n'en reste pas moins que c'est M. Tissier qui a raison, et non le Pellec. On notera que notre honn<sup>ie</sup> homme de sénateur n'a pas cru bon de s'en prendre aux militaires de car-

rière, qui voyagent au quart de tarif, avec une paie cependant confortable. Les loups ne se mangent pas entre eux.

M. Tissier a dit d'autre part que le trafic S.N.C.F. était encore 45 % plus fort qu'en 1938. Ce qui n'empêche que les employés des échelles 1 à 5 ont des salaires de famine. En province, certains touchent 10.000 fr. par mois.

Bien que les tarifs S.N.C.F. soient élevés, ils ne sont, pour les voyageurs, qu'au coefficient 14 par rapport à 1939. Ce qui n'empêche pas la S.N.C.F. de passer des marchés de matériel à des sociétés dont les prix sont aux coefficients 22 ou 27. Si l'on ajoutait la concurrence routière sur les grands parcours, qui constitue un modèle de gabegie gouvernementale et de déloyauté commerciale totale, un cahier des charges absolument archaïque, on admettra qu'il faut bien être député ou sénateur pour réclamer l'équilibre du budget S.N.C.F. sans subvention.

Aussi bien, nous devons tirer notre chapeau à M. Tissier qui, le jour de l'assaut Pellec, fit distribuer à tous les sénateurs un mémo nous recommandant à eux du cartel d'unification syndicale des cheminots, à ceux des groupes anarchistes S.N.C.F., de se tenir à une action d'envergure. Nos premiers pas vont être contre la hiérarchisation des augmentations.

Nous avons attendu l'occasion. Il suffisait d'être patient. A nous de jouer : Augmentations uniformes, 40 heures, compression de la hiérarchie.

Et pas de grève qui soit un abattoir. En conséquence, la seule forme de lutte à adopter c'est la grève gestionnaire.

C'est cela qu'ils veulent, les cheminots qui ont compris. Le cartel interfédéral peut décreté ce qu'il voudra, il ne sera pas plus suivi que la C.G.T., si l'on se fait, comme elle, l'instrument de la hiérarchie.

Si le cartel interfédéral ne sait pas ce que c'est que d'avoir une équipe de révolutionnaires en face de soi, il va l'apprendre. Et puisqu'il s'agit d'alerter les cheminots nous recommandons à ceux du cartel d'unification syndicale des cheminots, à ceux des groupes anarchistes S.N.C.F., de se tenir à une action d'envergure. Nos premiers pas vont être contre la hiérarchisation des augmentations.

Mais voilà qu'à l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, parait-il.

Et voilà que l'occasion de tout ce branie-bas, les syndicats s'agencent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidaud serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq